



Palestine : la diplomatie française ne peut continuer cette politique du laisser faire (Pierre Laurent)

Comme beaucoup, je suis affligé par la manière dont la voix de la France a été portée par François Hollande au plus fort des bombardements israéliens sur Gaza, faisant à ce jour plus de 180 civils tués et 1089 blessés palestiniens. Les déclarations du chef de l'État ont d'abord été explicitement pro-israéliennes, puis marginalement « neutres » renvoyant à tort chacun dos à dos. Elles sont surtout totalement vides d'initiative politique pour contribuer à une solution pacifique.

Cette stratégie meurtrière d'Israël visait à délégitimer l'Autorité palestinienne et affaiblir le nouveau gouvernement mis en place le 2 juin. Rien ne justifiait le déluge de violence de l'armée israélienne qui s'est abattue sur la population civile prise au piège par le blocus à Gaza, mais aussi sur les habitants de Cisjordanie et de Jérusalem-Est. Le gouvernement Netanyahu doit répondre de ses actes devant la communauté internationale laquelle doit impérativement ouvrir la voie à de vraies négociations.

La diplomatie française ne peut continuer cette « politique du laisser faire ». Aujourd'hui, à l'initiative de l'Égypte, Israël se disait prêt au cessez-le-feu. Il faut saisir cette occasion. La solution est connue : deux peuples-deux États souverains, dans les frontières de 1967, Jérusalem-Est pour capitale de l'État palestinienne et le respect scrupuleux de toutes les résolutions de l'ONU.

Seules des sanctions, comme la suspension des accords d'association entre l'Union européenne et Israël peuvent efficacement contraindre Benyamin Netanyahu à renoncer à la poursuite de la colonisation et engager son pays dans des accords de paix durables.

La reconnaissance par la France de l'État palestinien et l'appui à l'initiative politique de l'autorité palestinienne dans son effort d'entente nationale mettraient à mal l'impunité dont jouit depuis trop longtemps le gouvernement israélien. C'est avec cet objectif que la diplomatie française doit agir. Car tant que cette impunité durera, tant que l'humiliation et la violence dont les Palestiniens sont la cible dureront, les partisans palestiniens et israéliens de la paix seront fragilisés.

En France, les usages malsains, intolérants et racistes organisés par certains groupes extrémistes n'ont pas leur place dans le soutien au peuple palestinien. Ils ne peuvent pas non plus servir de prétexte pour étouffer la voix de la France solidaire et pacifiste.

J'appelle les femmes et les hommes de France épris de paix et de justice à se rassembler partout en France aux initiatives du Collectif National pour une Paix Juste et Durable entre Israéliens et Palestiniens, et à Paris mercredi 16 Juillet 2014 à 18h30.

